



APPEL MOBILISATION

Montreuil, le 20 mai 2026

ACTION NATIONALE UNITAIRE DU 10 JUIN 2026

CONCERNÉ·E·S, LES RETRAITÉ·E·S AGISSENT AVEC LES ACTIFS

L'ensemble des organisations syndicales cheminotes appelle à une grande journée de mobilisation et de grève le mercredi 10 juin 2026. Les retraité·es sont parties prenantes de cette action car directement concerné·es et touché·es par cette politique de sabordage du service public ferroviaire !

Les fossoyeurs du service public ferroviaire que sont le gouvernement et la direction de la SNCF accélèrent le sabotage de l'entreprise publique de service public. La direction SNCF n'hésitant pas à utiliser, pour appliquer sa politique de régression sociale, un management agressif, source d'un grand mal-être pour nombre de cheminot·es, conduisant certain·es jusqu'à l'acte ultime du suicide. Une démarche qui est aussi accompagnée d'une répression syndicale sans précédent.

Alors que certains pays qui avaient fait le choix de l'éclatement et de la privatisation de leur système ferroviaire font machine arrière en renationalisant, le gouvernement français fait l'inverse. Aidé en cela par une direction SNCF zélée qui en rajoute pour appuyer et accélérer la démarche.

Nous assistons à la transformation de l'entreprise unique en une multitude de PME de droit privé complètement déconnectées les unes des autres.

Ce qui conduit à des surcoûts énormes payés par le contribuable qui se chiffrent en milliards d'euros ! C'est un véritable détournement d'argent public. Les usagers subissent aussi les conséquences d'un service public national dynamité, avec des fermetures de guichets et de gares, des hausses des prix des billets et abonnements TER, des menaces sur les dessertes grande vitesse des villes moyennes, lignes de proximité menacées de fermeture...

Pour compenser ces surcoûts, la direction SNCF, en corrélation avec les régions, s'attaque aux conditions sociales des cheminot·es, impactant aussi les retraité·es.

Les 35 h et l'organisation du temps de travail sont dans le collimateur, et d'une façon plus globale, c'est tout le cadre social qui est ratiboisé.

Les salaires ne sont pas revalorisés, la direction préférant pousser sur des primes ou autres intéressements, plaçant les cheminot·es en concurrence entre elles et eux pour accroître la productivité et les suppressions d'emplois. Ce qui génère une forte dégradation des conditions de travail, avec de lourdes menaces sur la sécurité des agents et des circulations, une augmentation des accidents du travail et des arrêts maladie. Diviser pour mieux régner !



Et du coup, ces formes de rémunération n'étant pas soumises à cotisations sociales, c'est tout notre système de protection sociale, de santé et de retraite, qui voit son financement se réduire d'année en année. Avec pour conséquence de moins en moins de remboursements, des dépassements d'honoraires, des complémentaires santé de plus en plus chères et inaccessibles pour de plus en plus de retraité·es, conduisant à une remise en cause de l'accès aux soins et à de nouvelles menaces sur l'avenir du régime de retraite par répartition par annuité à prestation définie.

Les retraité·es se mobilisent le 10 juin en convergence avec les actives et actifs pour gagner une revalorisation générale des salaires, des pensions et relever durablement le niveau de vie, renforcer les cotisations sociales et garantir des droits pour aujourd'hui comme pour demain.

Nous agirons pour la défense des cabinets médicaux SNCF et leur accès aux retraité·es, le retour du suivi post-professionnel amiante des retraité·es concerné·es par les cabinets médicaux.

Nous porterons aussi, comme nous le faisons depuis des années avec de premières avancées, la question des Facilités de Circulation pour leur pérennisation et le renforcement des droits.

L'avenir des activités sociales, culturelles et sportives est également en danger avec cette casse. Là aussi, il nous faut être à l'offensive pour défendre nos conquies.

Cheminot·es retraité·es, le 10 juin, agissons en convergence avec les actif·ive·s pour démontrer que, pour garantir une desserte ferroviaire de qualité et sûre, sans être un gouffre financier, la maîtrise publique sous contrôle public est nécessaire.

Mettons un terme à cette catastrophe annoncée. Gagnons :

- la reconstruction d'une entreprise publique unique et intégrée, desservant tout le territoire, la SNCF ;
- une loi de financement pluriannuelle permettant le maintien et l'entretien du réseau ferré national ;
- un Nouveau Statut du Travail Cheminot (NSTC) garantissant des droits de haut niveau pour l'ensemble des cheminot·es de la branche ferroviaire et des retraité·es.

**Nous appelons les retraité·es à s'investir
dans cette construction revendicative et
à participer le 10 juin aux rassemblements
et manifestations qui seront organisés !**

